

Nous avons suivi de près les événements en Namibie et nous avons offert notre aide toutes les fois qu'il nous semblait que le Comité ou le Commonwealth dans son ensemble pouvaient apporter une contribution. Préoccupés par les manoeuvres d'intimidation du Koevoet, nous avons demandé au Secrétaire général Ramphal d'encourager les membres du Commonwealth à fournir des forces policières additionnelles au GANUPT si le Secrétaire général des Nations Unies en faisait la demande. De même, comme nous avons décelé de graves lacunes dans la loi électorale envisagée, nous avons fait un certain nombre de suggestions au Représentant spécial des Nations Unies, qui ont d'ailleurs été reprises dans la loi électorale finalement négociée, afin d'assurer l'intégrité du scrutin secret et la décentralisation du comptage des voix.

Même si la résolution 435 confiait à l'ONU la responsabilité de la supervision et du contrôle de la campagne électorale et des élections, d'autres pouvaient quand même observer cette opération onusienne et y apporter leur appui. C'est donc à la suggestion du Comité qu'un groupe d'observation du Commonwealth, composé de représentants de sept pays, s'est rendu en Namibie il y a plusieurs semaines pour faire rapport aux participants sur la situation et sur les futurs arrangements possibles. Copie de ce rapport, qui n'a pas été revu par le Comité, vous a été remise pour examen durant la présente réunion.

Le Comité ne s'est pas limité à l'indépendance de la Namibie - une indépendance qui pourrait être compromise par les pressions politiques et militaires de l'Afrique du Sud. C'est pourquoi il a demandé au Secrétaire général d'explorer les possibilités d'apporter une aide sensiblement accrue dans les domaines opérationnel, développemental et constitutionnel.

Nous croyons que l'existence même du Comité et la publicité faite autour de nos réunions sont devenus eux-mêmes des moyens de pression. Mais nous avons aussi appris que lorsque huit pays se rencontrent régulièrement pour faire campagne contre l'apartheid, ils peuvent trouver de nouveaux points de pression, de nouveaux instruments d'influence.

Nous avons identifié un certain nombre de moyens pratiques grâce auxquels le Commonwealth peut presser davantage le gouvernement sud-africain de mettre fin à l'apartheid.

L'un des plus importants consiste à mettre l'accent sur les liens financiers et à établir un mécanisme de surveillance indépendant qui puisse fournir une information objective sur les relations financières internationales de l'Afrique du Sud.